



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

G 20

Question au Gouvernement n° 3493

Texte de la question

RÉUNION DU G20

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Roubaud, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-Marc Roubaud. Merci, monsieur le Premier ministre, de rétablir un peu d'esprit républicain dans cette assemblée démocratique.

Ma question s'adresse à M. François Baroin, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Monsieur le ministre, le Président de la République avait, à l'occasion de la présidence française du G20 il y a un peu plus d'un an, fixé des objectifs ambitieux et il avait raison car dans cette période de turbulence économique que nous traversons, on voit bien que des solutions franco-françaises n'auraient apporté aucune réponse satisfaisante.

Dans ce cadre, vous vous êtes rendu le 22 septembre dernier à Washington pour une réunion des ministres des finances et gouverneurs de banque centrale du G20. Il s'agit de trouver des solutions face à la fluctuation des marchés financiers, face au ralentissement de la croissance, à l'affaiblissement de la zone euro, et, surtout, face aux inquiétudes grandissantes. Je rappelle que, parallèlement, le volet social n'est pas oublié puisque, depuis hier, Xavier Bertrand réunit à Paris les ministres du travail et de l'emploi du G20.

Pouvez-vous nous indiquer si des avancées significatives ont été obtenues à Washington et nous dire si nous pouvons, à l'occasion du sommet des chefs d'État du G20 au mois de novembre, espérer enfin de bonnes nouvelles. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, d'abord merci de poser cette question. Vous connaissez cette matière puisque vous avez été missionné par le Président de la République pour accompagner sur le plan parlementaire le déroulement dans notre pays du G20 sous présidence française.

À l'occasion des assemblées générales du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, nous avons discuté de la situation, qualifiée par tous de sérieuse, et qui nécessite de coordonner une réponse collective et mondiale à la fois pour régler les problèmes d'instabilité dans un certain nombre de zones, la zone euro singulièrement, et pour créer les conditions d'un cadre de croissance durable, équilibrée et forte, partagée par tous, avec des déclinaisons sociales souhaitées par la présidence française, comme vous l'avez dit, à l'occasion du sommet qui se tiendra à Cannes début novembre sous présidence française.

Nous nous sommes d'abord entendus sur le diagnostic. Il y a eu trois crises à répétition depuis quatre ans.

M. Paul Giacobbi. Vous ne comprenez rien ! C'est la même crise depuis le début !

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Une première crise, celle des *subprimes*, dont l'épicentre se situait aux États-Unis.

Une deuxième crise, première réplique, avec Lehman Brothers, qui a entraîné l'effondrement du système bancaire, dont l'épicentre était également aux États-Unis.

Une troisième crise, deuxième réplique, que nous traversons aujourd'hui et qui est l'une des conséquences des deux précédentes. Pour sauver les économies des particuliers et l'irrigation de l'activité économique à travers la protection du dispositif bancaire, les États ont accepté de prendre sur leurs épaules le fardeau de la dette privée

transformée en dette publique et c'est donc bien cette dette publique que nous avons aujourd'hui à régler. C'est le cas en France, c'est le sens du budget qui sera présenté sous l'autorité du Premier ministre, en présence du Président de la République, au conseil des ministres demain, budget qui complètera les efforts de la stratégie pluriannuelle d'économies et de maîtrise des dépenses et d'ajustement à la croissance. C'est le sens également de ce qui se fait aux États-Unis sous la présidence d'Obama dans le plan d'économies. C'est le sens de l'action collective que nous déclinons à travers l'accord du 21 juillet pour stabiliser la zone euro.
(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Roubaud](#)

Circonscription : Gard (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3493

Rubrique : Relations internationales

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 septembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 septembre 2011